

*Dossier n°: 200 – FR – 20200929*

*Demande conjointe*

*Demandeur I : Monsieur X*

*Demandeur II : Madame Y*

<b>Demande de qualification de la relation de travail</b>
---

Vu l'article 329 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'article 338, §1 de la loi-programme (I) disposant que : « Les chambres de la Commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 2019 relatif à la composition de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la présence de la majorité des membres de la chambre de la Commission administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu la demande introduite le 29/09/2020 ;

Vu les pièces déposées lors de l'introduction de la requête, soit :

- le formulaire de demande ;
- acte de constitution de la société Z.

Vu les pièces complémentaires transmises par mail en date du 8/10/2020, soit :

- le projet de contrat de travail ;
- une copie du règlement de travail ;

Attendu que Monsieur X a été entendu en date du 8/10/2020 ;

La **Commission administrative** de règlement de la relation du travail, composée de :

- Monsieur Jérôme MARTENS, conseiller à la Cour du travail de Liège, Président;
- Madame Géraldine ELFATHI, représentante du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants, Membre suppléante ;

- Madame Anne ZIMMERMANN, représentante du SPF Emploi, Membre effective ;
- Madame Marie-Hélène VRIELINCK, représentante de l'ONSS, Membre effective ;
- Madame Doris MULOMBE, représentante de l'INASTI, Membre effective ;

Après avoir examiné la demande de règlement de la relation de travail qui lui a été soumise par les parties, la Commission **décide à la majorité** ;

Que la décision est donnée sur la base uniquement de la situation décrite dans le formulaire de demande dont question ci-dessus, des pièces y annexées et des pièces complémentaires;

### 1. Faits et antécédents

Que la demande vise la relation de travail entre Monsieur X et Madame Y, son épouse ;

Monsieur X est gérant de la société Z SRL, active dans le secteur de la gestion de patrimoine et des successions. Il souhaite engager son épouse, Madame Y, pour exercer des tâches administratives ;

### 2. Recevabilité

La demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée. Le requérant déclare, dans le formulaire de demande, qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 338 §3 de la même loi-programme. La demande est donc recevable.

### 3. Examen de la demande

Que les dispositions du chapitre V/1 du Titre XIII de la loi-programme précitée qui établissent certaines présomptions concernant la nature de la relation de travail, ne trouvent pas à s'appliquer en l'espèce ;

Qu'il y a donc lieu de s'en tenir aux critères généraux fixés par la loi-programme précitée, c'est-à-dire :

- la volonté des parties ;
- la liberté d'organisation du temps de travail ;
- la liberté d'organisation du travail ;
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

Qu'en l'espèce, la volonté des parties de conclure un contrat de travail salarié résulte à suffisance des déclarations des parties telles qu'elles apparaissent dans le formulaire de demande signé par les deux parties ainsi que de l'audition de Monsieur X ;

Que pour ce qui est de la liberté d'organisation du temps de travail, le temps de travail est clairement défini dans le projet de contrat (voir l'horaire à l'article 3) ;

Que pour ce qui est de la liberté d'organisation du travail, les tâches à faire par Madame Y seront clairement définies par Monsieur X ;

Que pour ce qui est de la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique, un contrôle hiérarchique sera exercé par Monsieur X à l'égard de Madame Y ;

Que, de plus, le statut d'épouse du gérant de la société n'est pas en soi incompatible avec un lien de subordination ;

Que toutefois, le fait pour Madame Y de détenir 50% des parts de la société Z pourrait être de nature à exclure le caractère subordonné de la relation. Ce pourcentage serait de nature à révéler que par l'exercice de son travail, elle aurait pour objectif de faire fructifier le capital de l'entreprise, d'en supporter également les pertes et qu'elle pourrait de plus avoir la possibilité d'influencer les décisions ;

Que par conséquent, pour que la qualification de contrat de travail salarié puisse être donnée à cette collaboration, la répartition actuelle des parts doit être adaptée afin que Madame Y ne détienne plus

un pouvoir de décision au sein de la société et que Monsieur X soit véritablement l'associé majoritaire ;

Que, lors de l'audience, une proposition en ce sens a été faite par Monsieur X ;

Que sous cette réserve, et pour autant qu'ils soient respectés lors de l'exécution effective de la collaboration, les éléments mentionnés dans le formulaire de demande, ne contredisent pas la qualification de contrat de travail salarié que les parties souhaitent donner à cette collaboration ;

\*\*\*

**Par ces motifs**, la Commission administrative estime que **la demande de qualification** de la relation de travail précitée **est recevable et fondée** et que, sous réserve de ce qui a été dit concernant la répartition des parts, les éléments qui lui ont été soumis ne contredisent pas la qualification de salarié.

Ainsi décidé à la séance du 8/10/2020.

Le Président,

Jérôme MARTENS

Ces décisions lient les institutions représentées au sein de la commission administrative ainsi que les caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, sauf :

1° lorsque les conditions relatives à l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision s'est fondée sont modifiées. Dans ce cas, la décision ne produit plus ses effets à partir du jour de la modification de ces conditions;

2° lorsqu'il apparaît que les éléments à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée n'avoir jamais existé.

Les institutions de sécurité sociale demeurent donc habilitées à procéder à un contrôle du maintien des éléments ayant fondé la décision de la chambre administrative.

Dans les cas visés au art. 338,§2, alinéas 2 et 3, (décisions rendues à l'initiative d'une seule partie), les décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans.

Un recours contre ces décisions peut être introduit devant les juridictions du travail par les parties dans le mois suivant sa notification à celles-ci par lettre recommandée à la poste.

La décision devient définitive si aucun recours n'est introduit.